

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 111 - 2022  
DE LA COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE

**Arrêté de voirie permanent instaurant  
un régime de priorité au carrefour formé  
par la rue des Luyers et l'avenue de Mâcon**

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par plusieurs textes et notamment par la loi 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales qui traite des droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** la loi n°215-992 du 17 août 2018 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6 qui définissent les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes les catégories de voies,

**VU** le Code de la route et notamment les articles R110-1 qui régit l'usage des voies ouvertes à la circulation publique et R110-2 qui définit les sens de certains termes utilisés dans ce code, les articles R411-5, R411-7, R411-8 définissant les pouvoirs généraux de police sur les voies ouvertes à la circulation publiques autres que les autoroutes et R 415-7 relatif aux intersections et priorité de passage ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 3<sup>ème</sup> partie - intersections et régime de priorité – approuvée par l'arrêté interministériel du 24 juillet 1974 modifié et 7<sup>ème</sup> partie - marques sur chaussées - approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié ;

**Considérant** qu'il appartient au maire de réglementer la circulation des véhicules sur le territoire de la commune,

**Considérant** que pour permettre d'assurer la sécurité des usagers et de prévenir les accidents de la circulation, il convient de modifier la circulation en instaurant un « cédez le passage » au carrefour de la rue des Luyers (D 67) et de l'avenue de Mâcon (D 28),

**ARRETE**

**Article 1** : Au carrefour de la rue des Luyers (D 67) et de l'avenue de Mâcon (D 28), la circulation est réglementée comme suit :

Les usagers circulant rue des Luyers (D 67) devront céder la priorité aux véhicules circulant sur la l'avenue de Mâcon (D 28), considérée comme voie prioritaire.

**Article 2** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - 3<sup>ème</sup> partie - intersections et régime de priorité et 7<sup>ème</sup> septième partie- marques sur chaussées- sera fournie, mise en place et entretenue par la commune de Montrevel-en-Bresse sous sa responsabilité.

**Article 3** : Conformément à l'article R411-25 du code de la route, ces dispositions entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation. Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux dispositions du Code de la route.

**Article 4** : Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté et relatives à l'intersection mentionnée ci-dessus, sont rapportées.

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié dans la commune de MONTREVEL-EN-BRESSE.

**Article 6** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

**Article 7** : Monsieur le Maire de la commune, Monsieur le Directeur Général des Services de la commune et Monsieur le Chef de la Brigade de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 8** : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Montrevel-en-Bresse,
- Au Conseil départemental Agence Val de Saône,
- Aux services techniques de la commune de Montrevel-en-Bresse
- A Madame Nadine Ransay, ASVP.

Montrevel-en-Bresse, le 23 septembre 2022  
Le Maire, Jean-Yves BREVET



Pour le Maire  
et par délégation,  
L'Adjoint délégué  
C. DESMARIIS